

La lutte à la contrebande

Yannick Cormier

Volume 55, numéro 3 (193), décembre 2018, mars 2019

Histoires enivrantes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/89485ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Musée de la Gaspésie

ISSN

1207-5280 (imprimé)

2561-410X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Cormier, Y. (2018). La lutte à la contrebande. *Magazine Gaspésie*, 55(3), 6–9.



Police des liqueurs, 1939.
Sûreté du Québec

LA LUTTE À LA CONTREBANDE

La consommation et le trafic d'alcool ont longuement été liés à l'histoire de la Gaspésie et parfois à celle du crime organisé. Nombreux relatent des souvenirs de leurs ancêtres liés à l'alcool frelaté, à la bagosse, aux contrebandiers transportant par goélette des liqueurs, aux repères d'alambics ou aux grottes pleines de cargaisons et autres récits fascinants. Malheureusement pour les passionnés d'histoire, les sources ne sont pas nombreuses et encore trop peu de recherches sérieuses ont été faites sur la question.

Yannick Cormier

Historien spécialisé en histoire des organisations policières

La contrebande d'alcool a existé pendant longtemps en Gaspésie et au Québec. Des journaux relatent des faits divers depuis les années 1800! Selon les époques, les commerces n'existant à peu près pas, on achète illégalement des importations ou on fabrique son alcool par coutume, souvent pour usage personnel, certains pratiquant le douteux commerce pour se faire un peu d'argent. La police, aux effectifs trop peu nombreux, se soucie peu de la situation. Si le phénomène a existé longtemps avant, l'histoire de la contrebande

d'alcool dans les années 1920-1930 a le mérite d'être un peu mieux documentée et vaut le détour : pour toute l'Amérique du Nord, c'est en tout cas durant cette période que les pouvoirs publics commencent à s'y attarder sérieusement!

UN PEU DE CONTEXTE

La question de l'alcool a longtemps été controversée, on pourrait remonter au temps de l'eau-de-vie et de la Nouvelle-France! La morale religieuse, le maintien de l'ordre, l'hygiène de vie, les permis d'hôtels et d'auberges et bien sûr

l'argent sont en jeu! Au 19^e et au début du 20^e siècle, un peu partout en Amérique du Nord, un mouvement partisan de la prohibition, soit la criminalisation de la fabrication, de la vente et de la consommation d'alcool, fait de nombreux adhérents : l'alcool est jugé responsable de bien des vices. Ainsi, au Québec et ailleurs, on cherche à criminaliser le produit. C'est aux États-Unis que les militants en faveur de la prohibition triomphent : en 1920, la Loi Volstead est adoptée et elle est appliquée jusqu'en 1933. Toutefois, la criminalisation de l'alcool



J.A. Patry, inspecteur de la Police des liqueurs.
Sûreté du Québec

leur territoire, les Américains sont assoiffés d'alcools venus d'ailleurs, notamment le whisky canadien, le vin St-Georges ou même l'alcool frelaté. Pour répondre à cette demande, des contrebandiers, les fameux « bootleggers », se font connaître un peu partout. Les journaux et archives de tribunaux du temps recensent des cas de « bootlegging » partout dans la province. Mais la Gaspésie, le Bas-Saint-Laurent et leurs côtes, de même que les régions frontalières (le Témiscouata, les Cantons-de-l'Est, etc.) semblent plus touchés. Seuls ou en groupe, les contrebandiers font le trafic par goélette dans le golfe ou sur le fleuve, à l'affût de repères pour leurs marchandises. Sinon, ils se rendent dans les villes ou à la frontière américaine en voiture. On y revend des produits volés à la Commission, sinon de l'alcool de Saint-Pierre-et-Miquelon. Certains

criminels font même le trafic de la fameuse bagosse ou du Moonshine, parfois fort nocifs.

Des légendes locales vont ainsi se construire, chaque région ayant eu ses « bootleggers », mi-bandit, mi-héros, parfois bien inscrits dans la mémoire collective. Pensons à Alfred Lévesque au Témiscouata, Conrad Labelle en Montérégie, sinon Sunny White ou même Valmont Leblanc en Gaspésie qui constitueront soit des petits réseaux, sinon regrouperont des centaines de contrebandiers sur le fleuve et aux frontières.

MAIS QUE FAIT LA POLICE?

Avec la demande américaine, la contrebande s'accroît dans les années 1920, devenant pour les pouvoirs publics incontrôlables. Si la situation ne se compare pas aux États-Unis, ce trafic entraîne d'autres crimes : vols, agressions, enlèvements, prostitution, parfois même des meurtres dans la province. Quelques contrebandiers sont assassinés en Estrie, même le chef de police de la ville de Coaticook est retrouvé mort, mystérieusement, en 1928.

En fait, l'ampleur des réseaux de contrebandiers et les pertes financières qu'ils font subir aux gouvernements (vols à la Commission des liqueurs et taxes impayées) vont forcer la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et la Police des liqueurs à développer, malgré des moyens limités, les premières collaborations formelles et des méthodes d'enquête modernes contre le crime organisé : filatures en véhicule, patrouilles navales sur des embarcations, échanges de renseignements, agents doubles, etc. Même quelques avions seront utilisés pour traquer les bateaux sur le fleuve.

J. A. Patry, inspecteur de la Police des liqueurs, raconte avoir été directement confronté aux hommes d'Al Capone au cours de ses enquêtes dans les années 1920-1930, notamment dans le Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie. Cette dernière, du moins à partir de la fin des années 1920, voit la présence de

policiers et d'enquêteurs sur son territoire décupler! Des patrouilles scrutent les côtes des mois, voire des années durant, à la recherche de bateaux, de grottes et de caches : les journaux de la décennie 1930 rapportent des perquisitions et des arrestations dans de multiples villes et villages côtiers de la région.

L'AFFAIRE LÉVESQUE, GRAVELINE ET PIUZE

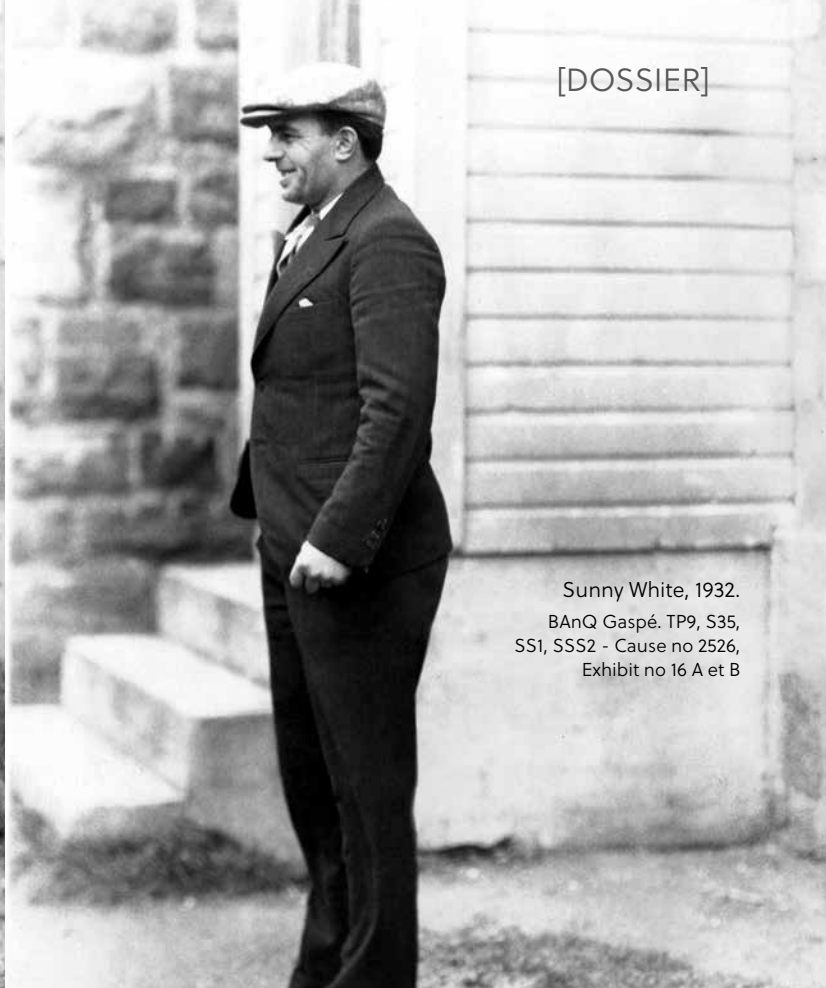
En 1933-1934, la presse s'intéresse à un procès contre trois individus arrêtés pour contrebande. En novembre 1933, un vaste réseau de contrebandiers est démantelé par la GRC et la Police des liqueurs dans plusieurs districts, menant à des dizaines d'arrestations. Antonio Graveline, Azarie Piuze et Alfred Lévesque auraient dirigé sur terre et sur mer des dizaines d'hommes sur les côtes gaspésiennes, mais aussi dans le Bas-Saint-Laurent, au Nouveau-Brunswick et jusqu'à Montréal et Québec durant des années.

Leur procès, un parmi plusieurs autres à l'époque, défraie les manchettes en 1934 et expose l'ampleur du phénomène : Lévesque pour le



Alfred Lévesque, un des contrebandiers du réseau démantelé en 1933-1934.

Corporation du Patrimoine de Rivière-Bloue



Sunny White, 1932.
 BANQ Gaspé. TP9, S35,
 SS1, SSS2 - Cause no 2526,
 Exhibit no 16 A et B

Témiscouata, et Graveline et Piuze pour la Gaspésie sont les patrons des expéditions. Par exemple, au moyen de yachts, on se rend à Cap-Chat de nuit, on s'approche du « marathon », un bateau faisant des allers-retours de Saint-Pierre-et-Miquelon, d'où l'on transborde des cargaisons d'alcool. Les spiritueux sont ensuite amenés à Québec ou à la frontière.

Nombreux seront trouvés coupables de conspiration de contrebande de liqueurs alcooliques. Plusieurs contrebandiers gaspésiens sont cités dans le contexte de ce procès. Le cas de Sunny White, connu sous plusieurs noms, notamment James Walters, devient célèbre : il fera sa marque dans les municipalités côtières de la Gaspésie. Arrêté pour avoir fait feu en 1930 sur des membres de la Police des liqueurs et condamné à 25 ans de prison à New Carlisle en 1932, il porte sa cause en appel et obtient sa remise en liberté. Coup de théâtre, il se fait arrêter de nouveau pour avoir tenté d'arrêter des policiers de Trois-Rivières qui pourchassait...

des « bootleggers » ! Sa vie est une énigme encore à déchiffrer : des journaux mentionnent qu'il est retrouvé mort mystérieusement en 1935 à bord de son yacht l'Amber Jack, pourtant, il semble refaire surface une dernière fois dans la presse en 1937... Peu d'informations claires sont disponibles. Nombreux croient en sa disparition en mer en 1935, des recherches sont entreprises par la police pour retrouver son bateau. Pourtant, il resurgit dans une cause en Cour supérieure à Rimouski, où on l'assigne à comparaître dans un procès intenté par un gérant d'hôtel. Un mystère encore à élucider...

ET PUIS APRÈS ?

Il faut dire les choses telles qu'elles ont été : la lutte à la contrebande d'alcool au cours des années 1920-1930 est un échec. Les corps policiers québécois, canadiens et américains ne parviennent pas à endiguer le trafic d'alcool. La forte demande au Québec et aux États-Unis, les moyens du crime organisé quasi infini versus ceux des organisations

policieres trop limités rendent vaine la lutte au crime. Avec la fin de la prohibition américaine en 1933, la Police des liqueurs redirige d'ailleurs une bonne partie de ses opérations vers les villes (Hull, Montréal et Québec) où le crime organisé s'est résolument implanté. Par exemple, la mafia et la pègre montréalaises ouvrent des maisons de jeux (les fameuses « barbotés »), des maisons closes et des débits d'alcool clandestins (les « blind pigs » montréalais).

La fin de la prohibition aux États-Unis mène aussi certains historiens à affirmer que cela n'affectera pas la rentabilité de la contrebande. On ne le saura jamais clairement, mais on sait que le trafic d'alcool ne cessera pas : on recense encore l'arrestation de « bootleggers » jusque dans les années 1940 et 1950. Peu importe, il faudra retenir que des consommateurs assoiffés et voulant éviter de payer des prix et des taxes trop élevées vont continuer à encourager longtemps la contrebande en Gaspésie et ailleurs.